

Unicongo et le gouvernement concluent une convention pour la mise en place des CEFA

L'Union patronale interprofessionnelle du Congo (Unicongo) et le ministère de l'Enseignement technique et professionnel ont signé, le 30 mai dernier à Pointe-Noire, une convention et un protocole d'accord dans l'optique de mettre en œuvre, dans la capitale économique, le Projet d'appui à la réforme du système d'éducation et de formation (PARSEF) à travers la création de Centres d'éducation et de formation d'apprentis (CEFA).

Financée par l'Agence française de développement (AFD) pour un montant qui n'a pas été révélé, la mise en place de ce projet a pour objectif de faire de la formation qualifiante une priorité. « *C'est une vraie révolution que nous mettons en place afin que nos établissements techniques évoluent et fonctionnent au rythme des besoins pressants de notre économie et des entreprises* », a indiqué le ministre de l'Enseignement technique, Pierre Michel Nguimbi, qui a signé la convention au nom du gouvernement.

À travers cette convention, le ministère de l'Enseignement technique s'engage à offrir aux apprenants les possibilités de s'approprier les compétences et les qualifications dont ils ont besoin pour développer l'esprit d'entreprise.

Quant à Unicongo et à l'Association Pointe-Noire industrie (APNI), signataires de la convention, ils devront, selon les termes de l'accord conclu, faciliter la mise en place de l'alternance et de l'apprentissage dans les nouveaux dispositifs de formation ; accompagner le ministère dans la diversification du financement du sous-secteur de l'enseignement technique et professionnel, mais aussi au sein des comités techniques d'orientation et de gestion.

L'accord conclu entre Unicongo et l'APNI, d'une part, et le gouvernement, représenté par ministère, d'autre part, s'inscrit dans le cadre juridique de mise en œuvre du projet d'appui à la réforme du système éducation et de formation.

En effet, satisfait de l'implication du secteur privé dans le secteur de l'enseignement technique et professionnel, le président d'Unicongo, Christian Barros, a souligné que son institution était prête à aider et à travailler en partenariat avec le ministère pour la bonne exécution de ce projet qui est très bénéfique pour l'économie et les entreprises.

Toutefois, Unicongo et APNI devront participer, entre autres, au renforcement du dialogue entre le public et le privé dans le secteur de l'enseignement technique et professionnel ; appuyer activement la réalisation des dossiers de programmes d'exécution technique et financière des CEFA ; sensibiliser et mobiliser les entreprises adhérentes autour du projet de création desdits centres.

Guy-Gervais Kitina